

Iran-Situation économique et financière



Actualisation au 15 octobre 2002

© MINEFI – DREE/TRÉSOR

Introduction

Grâce à une conjoncture pétrolière très favorable, l'Iran bénéficie d'un assainissement de ses comptes externes, d'une amélioration de la situation de ses finances publiques et d'une reprise progressive de l'activité. Toutefois, cette situation n'est pas mise à profit par les autorités pour engager les réformes structurelles de nature à promouvoir la croissance économique à long terme et à créer les emplois dont le pays a besoin.

Historique

Déstabilisée, sous le régime du Shah, par des projets d'investissement très ambitieux et par la mauvaise prise en compte des problèmes sociaux, puis ruinée, après la révolution islamique, par huit années d'une guerre sans vainqueur contre l'Iraq (1980-1988), l'économie iranienne est ressortie exsangue et plus que jamais tributaire du secteur pétrolier (50% des recettes de l'Etat et 85% des recettes d'exportations). En témoignent la désorganisation de l'appareil productif, la fuite des capitaux, l'exil des cerveaux, l'isolement du pays ou encore la division par deux du revenu nominal par tête en USD en deux décennies, dans un contexte de forte croissance démographique (55% de la population a aujourd'hui moins de vingt ans). Cette paupérisation doit toutefois être nuancée par l'importance du secteur informel dont la part dans l'activité pourrait représenter de 20 à 40% du PIB. De plus, sous la République islamique, le degré d'alphabétisation et les taux de scolarisation ont fortement progressé.

L'évolution entre 1988 et 2000 a été dominée par les conséquences de la crise de balance des paiements survenue en 1992 (liée à une dette à 77% à court terme). Les rééchelonnements consentis en 1994 et 1995 et la contraction des importations ont certes permis au pays d'améliorer sa santé financière. Mais la pénurie de matières premières et de pièces détachées a gravement pénalisé l'industrie manufacturière.

Afin d'encourager les exportations non-pétrolières, depuis 1997, un taux de change proche du taux du marché parallèle a été introduit par les autorités. Cette dépréciation de la valeur du rial a contribué à limiter la chute de ces exportations. Au total, l'ajustement des années 90 a entraîné un net ralentissement de la croissance et n'a pas permis à l'économie de se diversifier, si bien que les phases de croissance restent jusqu'à présent très

dépendantes des périodes de hausse du cours du pétrole.

Conjoncture actuelle

1. Depuis 2000, l'envolée des cours pétroliers a permis une accélération de la croissance et un net rééquilibrage des comptes externes.

La bonne tenue des cours pétroliers tout au long de l'année 2000 a permis une accélération de la croissance, qui a atteint 5,9% en 2000/2001 contre 2,4% en 1999/2000. Sur 2001/2002, en raison de la baisse du prix du brut et des quotas de production, le pays a enregistré un léger tassement : le taux de croissance du PIB a été de 4,8%. Il devrait être de l'ordre de 5% pour l'année en cours.

Le principal soutien à la croissance vient des recettes pétrolières supplémentaires mais la demande interne n'a pas suivi le même rythme, les surplus n'étant pas utilisés à soutenir l'industrie manufacturière mais partiellement investis dans des fonds de réserve utilisables en cas de baisse significative et prolongée des revenus pétroliers.

Le principal effet positif de la bonne conjoncture pétrolière est la nette amélioration de la situation externe du pays. La balance commerciale a affiché un excédent de 12,6 Mds USD en 2000/2001 et de l'ordre de 6Md\$ pour 2001/2002, le solde courant affichant un excédent de 17 % du PIB en 2000/2001 et de 9% en 2001/2002. Pour l'année en cours, l'excédent de la balance commerciale devrait être compris dans une fourchette de 4 à 6Md\$ en fonction de la politique d'importation qui pourrait être relâchée et le solde courant de l'ordre de 6%. Les réserves de change ont été reconstituées et atteignent entre 8 et 10 Mds USD soit 8 mois d'importations.

2. Les recettes pétrolières n'ont pas desserré la contrainte budgétaire, tandis que la politique monétaire reste très encadrée.

L'envolée des recettes budgétaires, grâce aux prix élevés du pétrole ont permis de rééquilibrer les comptes publics : largement déficitaire en 1998 (5,2% du PIB), le solde budgétaire a été en équilibre en 2000/2001 et en 2001/2002. Pour l'année en cours, un creusement du déficit budgétaire est observable (2,5% du PIB) du à la sur-estimation des recettes fiscales, le budget ayant mal pris en compte la diminution des taux d'imposition décidée par le gouvernement et ayant imprudemment tablé sur une diminution de l'évasion fiscale dont le taux se situerait selon les sources officielles entre 40 et 50% des recettes (voir ci-dessous).

La politique monétaire s'est assouplie. La valeur du rial au taux boursier s'est appréciée de 3% en 2000/2001 et est restée stable en 2001/2002. Au 21 mars 2002, le système des changes a été unifié. Le taux de change administré a disparu. Les subventions sont maintenant inscrites au budget des organismes destinataires.

Les taux d'intérêt réels restent légèrement négatifs, avec une inflation de l'ordre de 20%.

3. Toujours très dépendant du secteur pétrolier, l'Iran ne semble pas à même d'évoluer rapidement vers un régime de croissance forte et saine.

Le rythme de croissance est insuffisant pour absorber la hausse de la

population active (750 000 personnes /an) et permettre une progression significative du PIB par habitant. L'étendue des réformes à accomplir est immense, avec une véritable gageure pour les autorités iraniennes : passer d'une économie de rente dépendante d'un seul secteur à une économie de production diversifiée, alors que les fortes restrictions pesant sur les importations depuis dix ans limitent l'offre locale dont l'appareil productif se dégrade. Dans le même temps, le fonctionnement de l'Etat est à repenser : la fiscalité est inefficace (6% du PIB) ; les subventions s'élèvent à plus de 10% du PIB ; l'Etat contrôle 85% de l'appareil productif.

Dans un climat d'opposition tant des conservateurs que des « réformateurs » appartenant à la gauche islamique et partisans d'une économie dirigée, les avancées du gouvernement du Président Khatami restent timides :

- le taux de change a été unifié (voir ci-dessus)

- le tarif douanier, dont l'esprit reste tout de même la limitation des importations, est progressivement adapté pour passer d'un système non-tarifaire au système tarifaire exigé par une éventuelle entrée à terme de l'Iran à l'OMC. Une adaptation du niveau des tarifs est mise en place depuis le 21 mars en liaison avec l'application du nouveau taux de change. Dans certains cas, ceci s'est traduit par une réduction des taxes.

- depuis le 21 mars, une réforme fiscale a été introduite. Les nouveaux barèmes fiscaux, réduits de 54% à 25% pour l'impôt sur les bénéfices, constituent un grand encouragement pour les entreprises locales et étrangères. Le gouvernement iranien espère que les nouvelles mesures résoudront les principaux problèmes des sociétés étrangères dans ce domaine.

Par contre,

- un programme de diminution des subventions est prévu dans le Troisième Plan mais n'est appliqué que très progressivement pour en atténuer l'impact social. Par ailleurs, la remise en cause de certains monopoles d'Etat est prévue mais sa mise en œuvre demeure très incertaine. Les privatisations ont, pour l'instant, été menées de manière cosmétique, les entreprises « privatisées » passant le plus souvent du giron du ministère technique à celui du Fonds de la Sécurité Sociale. Trois licences de banque privée ont été accordées.

- les efforts du gouvernement pour attirer des capitaux étrangers se sont jusqu'à présent révélés vains (si l'on exclut les financements en buy-back dans le secteur pétrolier). La nouvelle loi sur l'investissement étranger adoptée cet été après plus d'un an d'examen ne paraît pas en mesure de renverser fondamentalement la tendance.

Or, le décollage des IDE est primordial à double titre. D'une part, le pays répondrait ainsi en partie au manque de financement interne, notamment dans le secteur pétrolier où le vieillissement des infrastructures limite la production. D'autre part, cela permettrait de desserrer la contrainte externe. En effet, même si la conjoncture pétrolière jusqu'à présent favorable a éloigné le risque de nouveaux incidents de paiement après les rééchelonnements de 1998 et si la dette externe est réduite (elle représente moins de 15% du PIB et moins de 30% des recettes en devises du pays), une détérioration continue de cette conjoncture pourrait faire réapparaître un risque de liquidité.

expresse de la Mission Economique de TEHERAN
(adresser les demandes à teheran@dree.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Adresse : B.P. 11365/4473

TEHERAN

IRAN

Rédigée par : Philippe PEGORIER

Revue par : Yves CADILHON

Date de parution :

Version originelle du 15 octobre 2002

Version n°1 du 15 octobre 2002